



RETRAITES

C'est nous qui cotisons !

C'est nous qui décidons !

De notre détermination à nous opposer à cette contre-réforme inique dépendra la suite des événements. Nous résigner ouvrirait une ère de désolation pour le monde du travail. Le gouvernement compte sur cela mais nous pouvons faire changer les choses en nous mobilisant dans la grève générale et reconductible, seule capable d'instaurer un rapport de force véritablement favorable aux travailleur-euses. Nous appelons notamment à participer aux piquets de blocage et à faire vivre les caisses de grève pour permettre aux plus précaires d'entre-nous de s'investir dans la lutte sans y laisser leur peau.

Se mobiliser contre la réforme des retraites, c'est aussi s'élever contre la poursuite de l'offensive antisociale et sécuritaire menée ces dernières dizaines d'années par les gouvernements successifs. Il est nécessaire que nous enclenchions une dynamique qui stoppera enfin le gouvernement sur tous les fronts de la guerre qu'il fait à notre classe, celle des travailleur-euses.

Après l'adoption de la loi en force, la police a déployé l'arsenal pour faire taire la contestation. Plusieurs camarades ont été interpellé-es de manière abusive sur les dernières manifestations toulousaines. La mobilisation de Sainte-Soline le 25 mars dernier a aussi démontré la violence avec laquelle le gouvernement actuel entend traiter toute contestation : il a blessé environ 200 militant-es, dont une quarantaine l'ont été gravement (au point de voir leur pronostic vital

engagé pour certain-es), et a volontairement retardé l'intervention des secours.

Malgré l'incroyable brutalité des forces de police, la détermination des travailleur-euses semble toujours intacte, comme en témoignent les nombreux blocages qui ont lieu dans l'agglomération, obstruant la circulation, bloquant la production et mobilisant de nombreux policiers sur les lieux. Ces blocages se poursuivent à plusieurs endroits comme à Enedis ou chez les éboueurs.

Les jours qui viennent s'annoncent décisifs dans le rapport de force avec le gouvernement. Il nous faut tenir coûte que coûte, mobiliser encore plus celles et ceux qui n'ont pas encore été convaincu-es par le bien-fondé de nos actions, qui n'ont pas eu la motivation, convaincre à nouveau celles et ceux qui sont en apparence résignées ou en attente d'une solution politique. Car il ne faut rien espérer des réunions avec le gouvernement dont on parle actuellement. La négociation est le meilleur moyen de voir échouer nos objectifs de lutte, à savoir le retrait de la contre-réforme des retraites mais également le rejet global de la politique macronienne. La fatigue et la lassitude ne sont pas nos meilleurs alliés et seules la solidarité et l'empathie avec les travailleur-euses aux métiers les plus pénibles nous permettront de sortir vainqueur de cette impasse de violence dans laquelle l'État veut nous enfermer.

**MANIFESTATION JEUDI 6 AVRIL
à 14h30 place Jean Jaurès**

Communiqué de la FTE réunie en congrès à Lille

Échelonner l'agenda pour favoriser la concertation avec les partenaires sociaux. Ce genre de phrases creuses pourrait faire encore rire si elles ne témoignaient pas d'une nouvelle tentative du gouvernement pour calmer la rue et mieux imposer sa réforme des retraites.

Du dialogue, il n'y en a jamais eu, alors qui voudrait commencer maintenant ?

Partout, les grèves et les manifestations ont montré le refus catégorique de travailler plus longtemps. En France, les travailleur.ses de toute tendance, déjà opposé.es à cette réforme, ont été nombreux.ses à dénoncer le coup de force légal qui vise à l'imposer. Tous.tes ont compris que le caractère « social » de ce projet n'était qu'un mensonge de plus qui sert les intérêts privés d'un MEDEF avide de profits.

Rallonger le temps de travail, c'est baisser la valeur des salaires : en effet imposer deux années de plus de travail, c'est diminuer la valeur du temps travaillé. Les travailleur.ses en France doivent être pressé.es jusqu'à la mort, tandis que la précarisation des métiers accentue la misère ambiante.

Dans l'éducation, les travailleur.ses ont réagit : d'AG en manifs, de piquets de grève en actions de soutien, la contestation a été massive. Les conditions de travail jouent : leur dégradation s'accroît depuis une dizaine d'années. Les baisses de DHG, les suppressions des dispositifs pédagogiques, les pôles médico-sociaux désertés et les pressions managériales aliénantes, tout cela contribue à attiser une colère constante dans les établissements scolaires. Les élèves en subissent

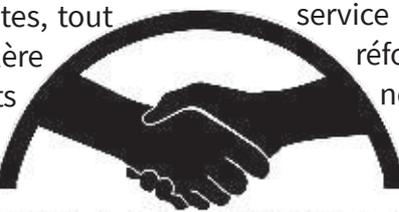
aussi les conséquences : pour la jeunesse de ce pays, le gouvernement prévoit de les employer plus tôt, pour moins cher, et les destine à travailler plus longtemps pour toujours moins cher. Il en devient logique alors que la révolte gronde.

Mais lorsque les jeunes se mobilisent, c'est la répression qui s'abat. Celle-ci est allée crescendo durant le mouvement, visant d'abord les blocages de grévistes, et a atteint des pics de violence sur les lycéen.nes et les étudiant.es dans leurs établissements et dans la rue.

Le capitalisme ne fait plus rêver que ses rejets uniquement intéressés par leur compte en banque, et la tentation du fascisme est grande pour les pouvoirs qui s'y accrochent : contrôle policier, peur organisée et gros profits fonctionnent très bien. Au moment où les manifestant.es s'étouffaient de gaz lacrymo dans les rues autour de la Concorde, Patrick Pouyanné, PDG de Total, s'augmentait le salaire de 10 %.

Et pourtant, le mouvement social persiste, mute, change de forme. La contestation continue. Du dialogue ? On a compris qu'il n'y en aurait pas. Et que ce gouvernement ne connaît qu'un langage : **grève et blocage.**

La fédération des travailleuses et travailleurs de l'éducation de la CNT exprime son soutien au mouvement social actuel. Les syndicats qui la composent s'engagent à mettre leurs moyens au service de la lutte jusqu'au retrait de cette réforme et pour établir les bases d'un nouveau rapport de force favorable aux travailleur.ses dans ce pays.



CONFÉDÉRATION NATIONALE DU TRAVAIL
SYNDICAT INDUSTRIES & SERVICES DE HAUTE-GARONNE
ACTION DIRECTE - ENTRAIDE - AUTOGESTION

Au Chat Noir
33, rue Antoine Puget
31 200 TOULOUSE

<https://cnt31.cnt-f.org>
07 81 10 63 66
is.31@cnt-f.org

Permanence syndicale
2^e & 4^e mardis du mois (19h-21 h)
3^e samedi du mois (14h-18h)